

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 4ÈME AFFECTATION
POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
ANNEXE 1 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX	12
ANNEXE 2 - AIDE AUX CENTRES DE PLANIFICATION CONTRACEPTION IVG	25
ANNEXE 3 - SOUTIEN AUX GRANDES VULNERABILITES	28
ANNEXE 4 - INNOVATION EN SANTE	31

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport vise à donner corps aux ambitions de la Région Île-de-France en matière de santé et d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Il a ainsi pour objet d'attribuer **9** subventions.

Il propose à ce titre l'affectation d'un montant d'autorisations de programme (investissement) relevant des dispositifs « fonds de résorption régional des déserts médicaux » et « aide aux centres de planification-contraception-IVG » pour un montant global de **723 789,30 €** et d'un montant d'autorisations d'engagement (fonctionnement) de **1 249 000 €** prélevées respectivement sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 41 « Santé » et sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé ».

1. Au titre du fonds régional de résorption des déserts médicaux

La Région Île-de-France est activement engagée dans la lutte contre les déserts médicaux et en a fait une des priorités de sa politique de santé. Depuis 2016, 54,5 millions d'euros ont été investis pour soutenir et accompagner l'installation de plus de 600 structures et professionnels de santé. Cette démarche vise à remédier à une situation préoccupante et à renforcer l'offre de soins francilienne afin de garantir un accès aux soins pour tous.

Ce rapport propose le soutien à 3 projets de créations et un projet d'équipement de structures médicales portés par des communes franciliennes de Seine-Saint-Denis, du Val de Marne et du Val d'Oise. Un autre aspect du maintien de l'exercice des professionnels de santé est porté en participant aux équipements de sécurisation d'un cabinet médical et paramédical. Une initiative innovante est également proposée par le soutien au Réseau Coordinov et son développement d'une offre de téléconsultation mobile dans le Val d'Oise pour assurer une véritable démarche d'aller-vers auprès des habitants en perte d'autonomie et s'étant éloignés du parcours de soin.

Il s'agit de poursuivre l'engagement de la Région pour la lutte contre les déserts médicaux en renforçant l'offre de soins de proximité en Île-de-France et en accompagnant l'installation des structures d'exercice collectif. Le soutien de 131 962 € pour la création d'un centre de santé au Blanc-Mesnil situé en Seine-Saint-Denis, vient répondre à ces objectifs. Ce projet porté par la commune permettra d'accueillir quatre médecins généralistes, cinq médecins spécialistes et sept professionnels paramédicaux. A ce titre, la Région démontre une volonté d'aider des structures répondant à des besoins précis de la population et proposant une offre de soins pluridisciplinaire afin de renforcer l'accès de tous à une prise en charge complète

Ce rapport propose de participer à la réalisation de **6 opérations dans le cadre de la lutte contre la désertification médicale comprenant 5 aides aux structures collectives et réseaux de santé et une aide à la sécurisation des structures de santé**, relevant du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux », et présentées en annexe 1 à la délibération, pour un montant global de **688 122,30 €** dans le cadre du programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 004 02 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux ».

2. Au titre de l'aide aux centres de planification-contraception-IVG

La Région Île-de-France s'engage à garantir un accès équitable aux soins gynécologiques et

obstétriques pour toutes les Franciliennes. A ce titre, elle apporte un soutien essentiel en termes d'équipement pour les centres de planification et d'éducation familiale. La Région s'attache donc à soutenir l'accompagnement des femmes qui font face à des grossesses non désirées, une réalité à laquelle elles sont souvent confrontées en situation d'isolement. Elle encourage également activement toutes les initiatives visant à faciliter l'accès à la contraception.

Cette subvention accordée à l'Institut Albert Fournier pour l'acquisition d'un échographe et la mise en œuvre de travaux nécessaires, réaffirme le soutien de la Région aux centres faisant de la santé sexuelle une priorité. L'aide vise à réaliser des travaux d'aménagement pour un meilleur accueil des patients et à renouveler le matériel médical utilisé. Cette aide démontre l'engagement de la Région à encourager les Franciliennes à consulter et à favoriser concrètement l'amélioration des infrastructures disponibles pour offrir un accès équitable à des services de santé complets.

Ce rapport propose de participer à la réalisation d'une opération relevant du dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG ». Ce projet est présenté en annexe 2 à la délibération. Cette opération d'un montant global de **35 667 €** relève du programme HP 414-004 « Renforcement de l'offre de soins », action 141 004 05 « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG ».

3. Au titre du soutien aux grandes vulnérabilités

Certaines pathologies créent de fortes vulnérabilités, sources d'inégalités sociales et territoriales. Dans le cadre de sa politique Région solidaire, le Conseil régional a fait de l'aide aux plus fragiles une priorité. Pour cette raison, la Région Île-de-France agit pour favoriser l'information et l'accès aux soins palliatifs et lutter contre les inégalités territoriales. La Région s'engage notamment sur la question de l'après-cancer et soutient les initiatives prenant en compte les séquelles physiques et psychosociales induites par la maladie et ses traitements et accompagnant les patients et leurs proches dans leur retour à une vie quotidienne.

Depuis 2019, la Région s'engage résolument à soutenir toutes les initiatives destinées à apporter un accompagnement aux personnes qui font face aux défis de l'après-cancer. Dans cette perspective, la Région renouvelle son soutien financier en faveur du Triathlon des Roses, une course annuelle dédiée à la recherche et à la sensibilisation sur les cancers du sein. Cet événement s'inscrit parfaitement dans les multiples axes d'action de la Région en matière de santé, en particulier en ce qui concerne la promotion d'une pratique sportive régulière, considérée comme moyen de prévention des cancers et de maintien en santé des personnes en rémission ou guéries. Cette manifestation permet une collecte de fonds centralisée pour la recherche, en mettant l'accent sur les domaines de pointe de la biologie des cancers résistants aux traitements, et ce en cohésion avec la stratégie décennale de lutte contre le cancer.

Ce rapport propose de participer à la réalisation d'une opération relevant du dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités », pour un montant global de **15 000 €**, dans le cadre du programme HP 418-005 (141 005) « Région solidaire », action 141 005 02 « Région Solidaire en santé et lutte contre les déserts médicaux », présentées en annexe 3 à la délibération.

4. Au titre de l'innovation en santé

La Région s'engage pleinement dans le soutien des initiatives visant à promouvoir les avancées technologiques dans le domaine de la santé, dans le but d'améliorer la qualité de l'accès aux soins et de mieux prendre en compte les impacts environnementaux sur la santé. L'intelligence artificielle, l'utilisation pertinente des données de santé et le développement des dispositifs de patients experts sont autant de secteurs innovants que la Région entend soutenir. A ce titre, elle apporte son soutien à tous les acteurs qui proposent des solutions novatrices ou expérimentales

ayant vocation à être généralisées, et ce afin de transformer durablement les interventions dans le champ de la santé.

Le soutien au projet d'Espace Vie de déployer une plateforme de coordination numérique mise au point par des professionnels de santé entre dans cette politique régionale tournée vers l'innovation. Cette initiative facilite la collaboration entre les différents acteurs du domaine médical, avec un système qui met l'innovation au service des franciliens. Cette solution favorise une meilleure prise en charge des patients, notamment par la coordination des parcours de soin après une hospitalisation. En soutenant ce projet, la Région encourage l'innovation portée par une association qui dynamise l'écosystème régional, tout en renforçant l'offre de soins sur son territoire.

Ce rapport propose de participer à la réalisation d'une opération relevant du dispositif « Santé numérique et innovation » présentée en annexe **4** à la délibération pour un montant de **50 000 €**. Cette subvention relève du programme HP 418-005 (141 005) « Région solidaire », action 141 005 02 « Région Solidaire en santé et lutte contre les déserts médicaux »,

5. Au titre des affectations aux organismes associés à l'action régionale en matière de santé

Ce rapport propose d'affecter **1 104 000 €** en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine de la prévention et de la santé. Cette affectation correspond au deuxième versement des subventions inscrites au budget 2023 au bénéfice des organismes associés suivants :

- Ile-de-France prévention santé sida (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes - CRIPS), pour un montant de **894 400 €** ;
- L'Institut Paris Région (pour l'observatoire régional de la santé – ORS) pour un montant de **209 600 €** ;

Pour rappel, une première affectation pour 2023 a été votée au bénéfice du CRIPS (1 677 000 €), de l'ORS (393 000 €).

Les rapports d'activité de l'exercice clos de ces organismes, ainsi que leur programme d'actions 2023 sont consultables auprès de la direction Région Solidaire.

6. Au titre du soutien au groupement d'intérêt public Transport sanitaire hélicoptéré en Île-de-France (TSHIF)

Ce rapport propose d'affecter le solde de la subvention en faveur du groupement d'intérêt public Transport sanitaire hélicoptéré en Île-de-France (TSHIF) pour un montant de **80 000 €**.

Le rapport d'activité de l'exercice clos de cet organisme, ainsi que son programme d'actions 2023 est consultable auprès de la direction Région Solidaire.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

Valérie Pécresse

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 4ÈME AFFECTATION POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article L1424-1 ;

VU la délibération n° CR 03-12 du 27 septembre 2012 modifiée relative à la politique régionale de santé ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 - la politique régionale de santé 1ère affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2019 modifiée par n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-170 du 27 mai 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France 3ème affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-408 du 23 septembre 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France - 5ème affectation ;

VU la délibération n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;

VU la délibération n° CP 2022-027 du 28 janvier 2022 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France 1ère affectation pour 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-088 du 23 mars 2022 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France 2ème affectation pour 2022 ;

VU la délibération n°CP 2022-168 du 20 mai 2022 - la politique régionale en faveur de la sante en île-de-france 3eme affectation pour 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptable et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-088 du 29 mars 2023 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France 2ème affectation pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-009 du 25 janvier mars 2023 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France 1ère affectation pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 portant adoption de la charte ' Diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2ème rapport 2023 ;

VU le budget de la Région pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-183 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » au financement des projets détaillés en annexe **1** de la présente délibération par l'attribution de **6** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **688 122.30 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **688 122.30 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 004 02 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2023.

Article 2 : Dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG »

Décide de participer à la réalisation d'une opération relevant du dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG ». Ce projet est présenté en annexe **2** à la délibération de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **35 667 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement approuvée par délibération n° CP

2019-025 du 24 janvier 2019 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **35 667 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « Santé », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 004 05 « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » du budget 2023.

Article 3 : Dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités »

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux grandes vulnérabilités » au financement d'un projet détaillé en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **15 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « Santé », code fonctionnel 418 « autres actions », programme HP 418-005 (141 005) « Région solidaire » l'action 141 005 02 « Région Solidaire en santé et lutte contre les déserts médicaux » au titre du budget 2023.

Article 4 : Dispositif « Santé numérique et innovation »

Décide de participer au titre du dispositif « Santé numérique et innovation » au financement d'un projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « Santé », code fonctionnel 418 « autres actions », programme HP 418-005 (141 005) « Région solidaire » l'action 141 005 02 « Région Solidaire en santé et lutte contre les déserts médicaux » du budget 2023.

Article 5 : Attribution de subventions aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés le deuxième versement des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2023, selon les montants figurant ci-après :

- Île-de-France Prévention Santé Sida (CRIPS)
- Observatoire régional de la santé (ORS)

Affecte une autorisation d'engagement de **894 400 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code

fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP412-003 (141 003) « prévention et éducation à la santé », action 141 003 01 « Île-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de **209 600 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 410 « services communs », programme HP410-001 (141 001) « Observatoire régional de la santé », action 141 001 01 « Observatoire régional de la santé » du budget 2023.

Article 6 : Attribution du solde de subvention au Groupement d'intérêt public transport sanitaire hélicoptère en Île-de-France (GIP TSHIF)

Décide d'attribuer Groupement d'intérêt public transport sanitaire hélicoptère en Île-de-France (GIP TSHIF) le solde de la subvention de fonctionnement inscrites au budget 2023, d'un montant de **80 000€**.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 418 « autres actions », programme HP418-005 (141 005) « Région solidaire », action 141 005 03 « GIP transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France » du budget 2023.

Article 7 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 aliéna 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

DOSSIER N° EX073204 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif - Création d'un centre de santé au Blanc-Mesnil (93)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	2 395 904,03 € HT	10,43 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU BLANC-MESNIL
Adresse administrative : 1 PLACE GABRIEL PERI
93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe RANQUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de santé au Blanc-Mesnil

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

Acquisition et aménagement d'un centre municipal de santé pluridisciplinaire par la commune du Blanc-Mesnil (93).

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.
- Les médecins exercent en secteur 1.

La commune fait face à une baisse du nombre de médecins et à une difficulté d'accès aux soins selon un diagnostic de l'URPS réalisé en 2022, notamment pour l'accès à une offre de soins spécialisés variée et pour le suivi des patients atteints de maladie chronique.

L'aménagement de cette structure permettra de redynamiser l'offre de soins dans le sud de la commune et de proposer un meilleur accueil des patients, de meilleures conditions d'exercice pour les soignants et d'augmenter l'offre de soins, notamment spécialisée.

Cette structure prévoit l'installation de :

- 4 médecins généralistes
- 5 médecins spécialistes

- 7 personnels paramédicaux : infirmiers, kinésithérapeutes, orthophonistes, aides-soignants

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 249 327,50	52,14%
Equipements médicaux	82 956,60	3,46%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	91 946,80	3,84%
Travaux et charges afférentes	971 673,13	40,56%
Total	2 395 904,03	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 145 904,03	89,57%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	10,43%
Total	2 395 904,03	100,00%

DOSSIER N° EX071946 - Offre de soins - Aide aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet médical à Cormeilles-en-Parisis (95)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 107 048,05 € HT	22,58 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORMEILLES EN PARISIS

Adresse administrative : 3 AVENUE MAURICE BERTEAUX
95240 CORMEILLES EN PARISIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur YANNICK BOEDEC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet médical à Cormeilles-en-Parisis

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 1 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

Création d'un cabinet médical à Cormeilles-en-Parisis (95)

- La commune est classée en Zone d'intervention prioritaire (ZIP+) par l'ARS.
- Les médecins généralistes exercent en secteur 1.

La ville compte actuellement 11 médecins généralistes exclusifs, soit une densité de 4,3 médecins pour 10 000 habitants. Afin d'anticiper les départs en retraite prochains de certains d'entre eux et la croissance rapide de la population, la commune souhaite s'engager dans la création d'un cabinet pluriprofessionnel pour renforcer l'offre de soins locale et désengorger les urgences du centre hospitalier d'Argenteuil de certaines demandes.

Cette structure rassemblera :

- 4 médecins généralistes dont 1 primo-installant
- 1 interne en médecine générale
- 1 infirmier

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	640 000,00	57,81%
Travaux et charges afférentes	467 048,05	42,19%
Total	1 107 048,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	357 048,05	32,25%
Subvention Département (sollicitée)	250 000,00	22,58%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	22,58%
Subvention ARS	250 000,00	22,58%
Total	1 107 048,05	100,00%

DOSSIER N° EX073337 - Offre de soin - Aide aux structures de santé - Création d'une maison médicale à Pontoise (95)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	573 748,00 € HT	23,00 %	131 962,00 €
	Montant total de la subvention		131 962,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE

Adresse administrative : 2 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Stéphanie VON EUW, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison médicale à Pontoise

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

Aménagement d'une maison médicale portée par la commune de Pontoise (95).

- La commune a été classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par L'ARS.
- Les médecins généralistes exercent en secteur 1.

La densité médicale sur la commune est de 4,6 médecins pour 10 000 habitants. 7 prochains départs en retraite sont comptabilisés et la commune compte actuellement une seule maison de santé.

Cette création d'une maison de santé, en aménageant une ancienne école, d'une superficie de 281 m² aux normes PMR, permettra d'accueillir de nouveaux médecins traitants et de renforcer l'offre de soins sur le territoire.

La maison médicale accueillera :

- 5 médecins généralistes
- 1 infirmier
- 1 psychothérapeute

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	573 748,00	100,00%
Total	573 748,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	114 656,00	19,98%
Subvention Département (sollicitée)	126 318,00	22,02%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	131 962,00	23,00%
Agence régionale de santé (sollicitée)	200 812,00	35,00%
Total	573 748,00	100,00%

DOSSIER N° EX073811 - Offre de soins - Aide aux structures de santé - Equipement d'un cabinet médical de groupe à Saint-Maurice (94)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	7 163,06 € HT	50,00 %	3 581,50 €
	Montant total de la subvention		3 581,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-MAURICE
Adresse administrative : 55 RUE DU MARECHAL LECLERC
94410 SAINT MAURICE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Igor SEMO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : équiper un cabinet médical de groupe à Saint-Maurice

Dates prévisionnelles : 3 avril 2023 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

Acquisition d'équipement médical et mobilier pour l'aménagement d'un cabinet de groupe situé à Saint-Maurice, implanté dans un immeuble de la commune. Les dépenses sont portées par la commune.

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP+) par l'ARS.
- Les médecins exercent en secteur 1.

Avec ce projet, la Ville souhaite répondre à la diminution du nombre de médecins sur son territoire.

Le cabinet médical est situé en rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation et est sous-loué aux médecins par accord avec le promoteur immobilier.

Le projet vise à acquérir les équipements nécessaires à l'aménagement de ce cabinet médical qui regroupera 3 jeunes médecins généralistes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- SAINT-MAURICE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	7 163,06	100,00%
Total	7 163,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 581,56	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 581,50	50,00%
Total	7 163,06	100,00%

DOSSIER N° EX074895 - Offre de soins - Aide aux structures de coordination - Equipement d'une structure de téléconsultation du réseau Coordinov (95)

Dispositif : Soutien aux structures de coordination (n° 00001151)

Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de coordination	178 254,00 € TTC	28,05 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COORDINOV

Adresse administrative : 12 CHAUSSEE JULES CESAR
95520 OSNY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Johann LUCAS, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : équiper une structure de téléconsultation du réseau Coordinov

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 1 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Démarrage anticipé en vue d'acquérir le matériel à temps pour la mise en service de la structure à la date prévue.

Description :

Le réseau Coordinov a été labellisé Dispositif d'appui et de coordination (DAC) par l'ARS pour les patients relevant de prise en charge en oncologie, gériatrie et soins palliatifs.

Face à la difficulté d'accès aux soins rencontrée dans le territoire Ouest du Val d'Oise, le réseau Coordinov propose de constituer une unité mobile de téléconsultation, mettant en lien les professionnels de santé du territoire et les patients précaires. Ce projet s'inscrit dans une véritable démarche d'aller-vers pour réinsérer les personnes dans le parcours de soins et porter les messages de prévention.

Ce centre de téléconsultation s'opérera en lien avec les communes du territoire où le véhicule s'installera à des plages horaires régulières. Un créneau de téléconsultation à domicile est également envisagé. Le partenariat avec les Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) et les professionnels du territoire est également au coeur du projet.

L'équipe sera composée de deux infirmiers et d'un ambulancier. Le véhicule disposera d'un équipement médical de base, d'un ordinateur doté d'une connexion wifi et d'un logiciel de téléconsultation, d'une imprimante pour les ordonnances et d'un lecteur de carte vitale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la cadre du soutien aux structures de coordination, la Région peut participer aux dépenses suivantes :

- Travaux : 30% de la dépense subventionnable, dans la limite de 50 000 €
- Equipements : 50% de la dépense subventionnable, dans la limite de 50 000 €
- Acquisition d'un véhicule : 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 10 000 €

Localisation géographique :

- OSNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	60 000,00	33,66%
Acquisition de véhicules	118 254,00	66,34%
Total	178 254,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	68 254,00	38,29%
Subvention INCa	60 000,00	33,66%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	28,05%
Total	178 254,00	100,00%

DOSSIER N° EX072197 - Sécurisation - Acquisition d'un système de vidéosurveillance d'un cabinet de groupe - Charenton-le-Pont (94)

Dispositif : Soutien au maintien des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00001226)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20421-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien au maintien des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	3 684,00 € TTC	70,00 %	2 578,80 €
	Montant total de la subvention		2 578,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOPHIE ROISNE LEFEVRE

Adresse administrative : 31 RUE GABRIEL PERI
94220 CHARENTON LE PONT

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame SOPHIE ROISNE LEFEVRE, MEDECIN GENERALISTE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécuriser un cabinet de groupe à Charenton-le-Pont

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats d'équipements en anticipation et en urgence permettant une sécurisation de la structure.

Description :

Sécurisation d'un cabinet de groupe de quatre médecins installées à Charenton-le-Pont.

- La commune est classée en zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.
- Les médecins exercent en Secteur 1.

Ce cabinet de 2 médecins généralistes, une kinésithérapeute et une infirmière a subi plusieurs vols au cours des derniers mois (2 plaintes ont été déposées) et fait face à des intrusions sur leurs horaires de consultation. Les professionnelles souhaitent ainsi acquérir un système d'ouverture de porte couplé à un visiophone afin de mieux contrôler l'accès à leur cabinet.

Localisation géographique :

- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement de sécurisation si déjà installé-e	3 684,00	100,00%
Total	3 684,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional	2 578,80	70,00%
Fonds propres	1 105,20	30,00%
Total	3 684,00	100,00%

ANNEXE 2 - AIDE AUX CENTRES DE PLANIFICATION CONTRACEPTION IVG

DOSSIER N° EX073937 - Aide aux centres de planification-contraception-IVG - Acquisition d'échographe et de mobilier pour l'Institut Alfred Fournier (75)

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)

Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012

Imputation budgétaire : 904-414-20421-141004-300

Action : 14100405- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	52 629,80 € TTC	67,77 %	35 667,00 €
	Montant total de la subvention		35 667,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT ALFRED FOURNIER - LIGUE NAT
FR CONTRE PERIL VENERIEN
Adresse administrative : 25 BOULEVARD SAINT-JACQUES
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LAURENT CALDERON, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquérir un échographe et du mobilier pour le Centre de santé sexuelle de l'Institut Alfred Fournier (75)

Dates prévisionnelles : 2 mai 2023 - 1 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Acquisition des équipements en anticipation afin de poursuivre l'activité du centre de santé sexuelle

Description :

L'Institut Alfred Fournier regroupe une polyclinique de secteur 1, un centre de dépistage (CEGIDD), un laboratoire d'analyses médicales et un centre de santé sexuelle. L'institut concentre son activité sur les maladies infectieuses, les IST dont le VIH et le dépistage des cancers.

Le centre de santé sexuelle opère des consultations médicales et paramédicales du lundi au samedi, mène des actions de prévention dans les établissements scolaires parisiens et regroupe 9 consultants et médecins. En 2022, 1059 personnes ont été reçues au moins une fois, 1196 consultations, 336 entretiens de médiation conjugale et familiale, ainsi que 46 ateliers de prévention dans les établissements scolaires de 2nd degré ont été réalisés.

La demande vise à effectuer des travaux afin de regrouper les différents professionnels du centre de santé sexuelle dans une unité de lieu, d'aménager le centre afin de mieux orienter les publics et de mieux communiquer sur leur activité, et de renouveler le mobilier et le matériel médical. Dans ce cadre, l'Institut

prévoit l'acquisition d'un échographe afin d'améliorer la prise en charge des patientes et d'augmenter leur nombre de consultations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut subventionner les dépenses d'investissement relatives à la création, l'extension, la restructuration et l'équipement (hors échographes) des centres de planification-contraception-IVG sous forme d'unités fonctionnelles ou de centres dédiés, qu'ils pratiquent des IVG chirurgicales ou des IVG médicamenteuses dans la limite d'un montant plafond de 300.000 € par établissement.

Pour l'acquisition d'échographes, la subvention régionale est plafonnée à 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50 000 € par appareil, pour tout organisme éligible. Pour toute autre subvention d'équipement en investissement, le taux est plafonné à 50%.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe	37 550,00	71,35%
Equipements	5 515,80	10,48%
Travaux et charges afférentes	9 564,00	18,17%
Total	52 629,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	16 962,80	32,23%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	35 667,00	67,77%
Total	52 629,80	100,00%

ANNEXE 3 - SOUTIEN AUX GRANDES VULNERABILITES

DOSSIER N° EX074533 - Après-Cancer - Triathlon des Roses dédié à la recherche et à la sensibilisation sur les cancers du sein

Dispositif : Soutien aux grandes vulnérabilités (n° 00001163)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-418-65748-141005-300

Action : 14100502- Région solidaire en santé et lutte contre les déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grandes vulnérabilités	151 350,00 € TTC	9,91 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ARC POUR LA RECHERCHE
SUR LE CANCER
Adresse administrative : 9 RUE GUY MOQUET
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUPRE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Triathlon des Roses, événement sportif et solidaire dédié à la recherche et la sensibilisation sur les cancers du sein

Dates prévisionnelles : 8 mars 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé en vue de la réalisation de l'événement à la date prévue.

Description :

Le Triathlon des Roses est un événement organisé chaque année (depuis 2014) dans plusieurs villes françaises dont Paris. Événement sportif et solidaire dédié à la recherche sur les cancers du sein, il vise :

- la promotion d'une pratique sportive régulière comme facteur de prévention de survenue des cancers et de maintien en santé des personnes en rémission ou guéries d'un cancer ;
- la sensibilisation aux enjeux de la recherche sur les cancers du sein ;
- la levée de fonds pour la recherche sur les cancers du sein : les fonds collectés serviront à soutenir 6 projets français de recherche sur la biologie des cancers agressifs et résistants aux traitements (axe de la stratégie décennale de lutte contre le cancer).

Le déroulé de cet événement prévoit :

- en mars : ouverture des inscriptions grand public et démarrage des campagnes de promotion sur les réseaux sociaux
- en juin : organisation du premier entraînement in situ en partenariat avec le Stade Français et publication du plan d'entraînement étalé sur 12 semaines

- en septembre : Triathlon des Roses 2023 de Paris (le 16 septembre) et démarrage du Triathlon des Roses Connecté qui se déroule en octobre 2023, mois de sensibilisation sur les cancers du sein.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MARNES-LA-COQUETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	77 500,00	51,21%
Services extérieurs	19 850,00	13,12%
Autres services extérieurs	54 000,00	35,68%
Total	151 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	7 500,00	4,96%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	9,91%
Autres produits de gestion courante	128 850,00	85,13%
Total	151 350,00	100,00%

ANNEXE 4 - INNOVATION EN SANTE

DOSSIER N° 23005880 - Développement de la télémédecine - Coordination des professionnels de santé par l'utilisation d'outils numériques

Dispositif : Santé numérique et innovation (n° 00001166)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-418-65748-141005-300

Action : 14100502- Région solidaire en santé et lutte contre les déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Santé numérique et innovation	214 593,17 € TTC	23,30 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE VIE
Adresse administrative : 18 AV CARNOT
91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Damien NICOLINI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développer l'usage d'outils numériques de coordination

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet se déroulant sur l'année civile

Description :

L'association déploie une plateforme de coordination numérique développée par des professionnels de santé et à destination des professionnels de santé de ville mais également du monde hospitalier.

Cet outil permet le partage d'information sécurisé entre différents professionnels de santé d'un territoire afin d'assurer une meilleure prise en charge des patients.

Son atout réside dans sa capacité à coordonner les parcours patients notamment en sortie d'hospitalisation.

Ce sont plus de 800 professionnels de santé de la région qui l'utilisent quotidiennement afin d'orienter leurs patients et d'assurer une prise en charge continue en fonction des pathologies. Depuis le lancement de cet outil, 15 000 patients ont pu être pris en charge par les professionnels du monde de la santé.

L'animation de l'écosystème que réalise l'association permet de fédérer les initiatives locales et ainsi de participer au renforcement de l'offre de soins sur un vaste territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels et équipements	17 000,00	7,92%
Services extérieurs	12 000,00	5,59%
Charges de personnels	97 787,67	45,57%
Charges sociales	87 805,50	40,92%
Total	214 593,17	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	23,30%
Subventions d'exploitation	163 593,17	76,23%
Autres produits de gestion courante	1 000,00	0,47%
Total	214 593,17	100,00%